

Découpage d'Engie : désastre social et industriel

Dans le cadre de ses nouvelles orientations stratégiques, Engie cherche à se séparer des activités jugées secondaires pour se recentrer sur son activité historique. Cette vente à la découpe privilégie la finance au détriment de l'emploi

A ENGIE, la financiarisation, toujours plus prégnante, se traduit par une vente à la découpe du groupe :

- vente des parts détenues dans l'eau et la propreté, à la suite de l'Offre Publique d'Achat de Veolia sur Suez,
- vente annoncée des services énergétiques et thermiques pour le premier trimestre 2021,
- vente annoncée d'Endel (spécialiste métallurgie dans le nucléaire),
- négociation en cours avec le gouvernement belge pour vendre Electrabel (et éviter de payer les coûts de déconstruction des centrales nucléaires).

Les fonds de pension, Total... sont sur les rangs pour acheter les morceaux de choix de ces activités.

Ne resterait finalement que l'activité de GDF (Commerce Electricité/gaz...) et sa partie réseau et infrastructures, ainsi que les renouvelables (EnR).

Un affaiblissement majeur du groupe

Ce recentrage sur l'activité historique de GDF et des EnR ne serait pourtant pas un retour vers le passé. Ce *New GDF* serait très affaibli par cette scission, assombrissant dangereusement l'avenir du groupe.

D'autant qu'aujourd'hui la cession de nombreuses activités de services développées ces dernières années dans le groupe semble se confirmer. L'impact assez immédiat serait inévitablement **des réorganisations, ajustements et suppressions d'activités au siège et dans les fonctions support, services achats, paye, R&D.**

Des changements d'orientation sans perspective d'avenir

Cette stratégie financière qui vend à tout va, conduit à afficher de bons résultats virtuels et à faire remonter le cours de l'action ; au grand bonheur de l'État qui cherche depuis longtemps à vendre ses participations dans Engie.

La volatilité des stratégies et les revirements incessants, au gré des successions de dirigeants, démontrent que la politique industrielle n'est pas la préoccupation majeure du groupe ni celui de l'Etat.

Ainsi, sous l'ère Mestrallet Engie achetait et revendait à tour de bras. Sous l'ère Kocher, c'était « tout pour les EnR et les Services », à marche forcée, au détriment du gaz naturel. Aujourd'hui, retour à la case départ avec Clamadieu.

Le problème majeur de ces dirigeants et de l'État est de ne penser la stratégie qu'en termes de critères financiers, sans vision industrielle : il n'y a donc aucune perspective d'avenir durable.

Le jeudi 26 Novembre, je me mobilise pour agir sur les choix stratégiques de nos entreprises et pour exiger une politique énergétique centrée sur l'intérêt général



Un espace de confiance pour agir